

INITIATIVES DE TRANSITION

LES RISQUES D'UN IMAGINAIRE POLITIQUE AMBIGU

par

.....
CHRISTIAN JONET

PUISSANT OUTIL DE MOBILISATION CITOYENNE SUSCITANT UN INTÉRÊT CROISSANT DU PUBLIC ET DES MÉDIAS, LES INITIATIVES DE TRANSITION TROUBLENT LES SENSIBILITÉS DE GAUCHE PAR LEUR SILENCE REMARQUÉ SUR LA QUESTION DES INÉGALITÉS SOCIALES. AU DELÀ DE LEUR INDÉNIABLE CONTRIBUTION AU RE-TISSAGE DU LIEN SOCIAL ET AU RENFORCEMENT DES SOLIDARITÉS INTERPERSONNELLES, NE RISQUENT-ELLES PAS DE CONTRIBUER INVOLONTAIREMENT AU REcul DE L'ÉTAT SOCIAL ? ENFIN, LEUR IMAGINAIRE POLITIQUE LISSE ET AMBIGU NE PARTICIPE-T-IL PAS -TOUT AUSSI INVOLONTAIREMENT- À L'ENTREPRISE GÉNÉRALE DE DÉPOLITISATION DE LA SOCIÉTÉ QUI ANESTHÉSIE LE DÉBAT DÉMOCRATIQUE ET REND IMPROBABLE TOUTE PERSPECTIVE DE CONSTRUCTION D'UNE ALTERNATIVE POLITIQUE VÉRITABLE ?

ON ENTEND DIRE beaucoup de choses contradictoires au sujet de la dimension politique du mouvement des *initiatives de Transition*, lancé en 1996 par Rob Hopkins depuis la petite ville anglaise de Totnes¹. Original, le mouvement se veut inclusif (toutes les bonnes volontés y sont acceptées) et positif (on y consacre son énergie à agir plutôt qu'à polémiquer). On constate en effet que ces initiatives parviennent à fédérer au delà du cercle des militants associatifs et des habitués des mouvements sociaux. Et de fait, tout le monde s'y retrouve plus ou moins : des lassés de la « politique politicienne » – qui se réjouissent que le mouvement soit pragmatique et « quasiment apolitique » – aux militants altermondialistes qui voient les initiatives de Transition comme

.....
¹ Pour en savoir plus, lire l'analyse de Pablo SERVIGNE « Transition, histoire d'une idée », *Barricade*, 2011 ; et Christian JONET « Introduction à la transition économique et écologique », *Barricade*, 2010. Textes disponibles sur www.barricade.be

intrinsèquement (dans les faits, sinon dans le discours) anti-capitalistes. Cette quasi-unanimité est-elle le fruit d'un malentendu ou d'une stratégie délibérée des fondateurs du mouvement ?

Un peu des deux probablement. Dans le monde francophone en tout cas, nous ne disposons quasi d'aucune littérature critique relative à ce mouvement. Le *Manuel de Transition* rédigé par Rob Hopkins (dont la traduction française est parue aux Éditions Ecosociété/Silence en 2010) constitue la principale source d'information. Et on ne peut pas dire que l'auteur y soit très disert sur les vues politiques du Mouvement qu'il a créé : chacun-e a donc tendance à y projeter son propre imaginaire politique. D'un autre côté, on constate que le *Transition network* (le réseau mondial des Initiatives de Transition, fondé par Rob Hopkins) veille jalousement sur l'image des Initiatives de Transition, et c'est lui seul qui attribue le statut d'Initiative officielle, selon une procédure et des critères qu'il a établis².

Pour notre part, nous faisons le pari qu'il n'y a pas d'agenda caché. Selon nous, les fondateurs visent bien les objectifs qu'ils annoncent et uniquement ceux-là, en particulier la construction d'une résilience locale par une descente énergétique conviviale organisée et planifiée collectivement par les citoyens au niveau local. Ces objectifs extrêmement ciblés expliqueraient un positionnement qui est souvent ressenti comme «apolitique» (car difficile à situer sur l'échelle gauche/droite).

Quoi qu'il en soit, l'image lissée et constructive des initiatives de Transition leur permet de constituer un puissant outil de mobilisation citoyenne. Mais nous verrons dans ce texte qu'un tel outil peut s'avérer à double tranchant, du point de vue de personnes qui comme nous (à Barricade), sont préoccupées par le recul actuel de la démocratie et par l'aggravation du niveau des inégalités.

L'IMAGINAIRE POLITIQUE LISSE ET AMBIGU DES INITIATIVES DE TRANSITION PEUT-IL (INVOLONTAIREMENT) CONTRIBUER À AFFAIBLIR LA DÉMOCRATIE ET À RENFORCER LE PROJET NÉOLIBÉRAL ?

Les initiatives de Transition présentent une vision du monde et un imaginaire pacifiés où chacun est appelé à collaborer avec chacune, où le conflit ne semble plus avoir sa place, où la coopération et la bonne volonté semblent être à même de venir à bout de tous les problèmes. Ce caractère consensuel, ce gommage de la conflictualité est une caractéristique également partagée par le «nouvel esprit du capitalisme³», qui utilise volontiers l'euphémisme pour adoucir nos représentations de la réalité et réduire notre capacité d'indignation. Au terme de trente années de néolibéralisme triomphant, «le capitalisme s'appelle "développement", la domination est devenue "partenariat", l'exploitation a pris le nom de "gestion des ressources humaines" et l'aliénation est qualifiée

² À ce sujet lire Rob HOPKINS, *Manuel de Transition*, Éditions Ecosociété/Silence, 2010, pp 191-193, et <http://www.transitionnetwork.org/support/becoming-official>

³ Luc BOLTANSKI & Eve CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

par le terme de “projet”⁴». Au train où vont les choses, il ne nous restera bientôt plus de mots pour critiquer efficacement le capitalisme !

Nous nous garderons bien d'accuser les initiatives de Transition d'avoir adopté l'imaginaire capitaliste du moment : l'imaginaire consensuel des initiatives de Transition est naïf et de bonne-foi là où l'imaginaire capitaliste tel qu'il est véhiculé par les médias et la pub résulte principalement d'une manipulation : l'objectif des mots du pouvoir est de « rendre acceptable ce qui ne l'est pas en mettant tout le monde dans le même bateau (même si certains sont sur le pont et d'autres dans les soutes !), partenaire du même projet⁵ ». Et surtout, alors que – au delà de certaines apparences – le projet capitaliste vise à maintenir et renforcer le pouvoir d'une classe sociale dominante par tous les moyens possibles – y compris les plus immoraux, les initiatives de Transition misent en toute sincérité sur la coopération, la convivialité et la solidarité (principalement au niveau local).

Cela étant dit, si les initiatives de Transition ne se définissent ni de gauche (la notion d'égalité n'y est jamais évoquée !), ni de droite, c'est bien le projet politique néolibéral qu'elles pourraient involontairement contribuer à renforcer par leur parti-pris d'atténuation des conflits. L'adhésion à une vision consensuelle des choses « revient à renoncer à des outils intellectuels (le conflit social et la lutte des classes, par exemple) permettant de penser la question sociale et revient donc à s'enlever tout moyen de contrecarrer cette vision⁶. » De même, « le retrait des peuples de la sphère politique, la disparition du conflit politique et social permet à l'oligarchie économique, politique et médiatique d'échapper à tout contrôle⁷. » Ne nous montons cependant pas le bourrichon : les initiatives de Transition ne constituent pas une menace directe ou immédiate pour la démocratie. Mais si on pose que la priorité absolue de la gauche (de la gauche de gauche) est de reconstruire une critique forte et efficace du capitalisme, les initiatives de Transition, en participant à l'entreprise générale de dépolitisation de la société, ne contribuent-elles pas (bien modestement et involontairement) à anesthésier le débat démocratique et à rendre improbable la construction d'une alternative politique réelle ?

Enfin, au sein du mouvement « transitionnaire », certain-es semblent imprégnés du mythe contre-culturel de l'harmonie spontanée voulant que « si chaque communauté locale veille à ses propres intérêts, les intérêts collectifs seront automatiquement pris en compte⁸ », et selon lequel un changement anthropologique et culturel dans le chef des individus constitue la principale condi-

4 Olivier STARQUIT, *L'extinction des lumières – Vers une dilution de la démocratie?*, Territoires de la mémoire, 2011, p. 46.

5 *Ibidem*, p. 45.

6 *Ibidem*, p. 68.

7 Cornelius CASTORIADIS, *Une société à la dérive, entretiens et débats 1974-1997*, Seuil coll. Points, 2005, p. 28.

8 Joseph HEATH & Andrew POTTER, *Révolte consommée – Le mythe de la contre-culture*, Naïve, 2005, p. 396.

tion d'une transformation sociale significative⁹. Dans cette vision des choses, les militances traditionnelles, sociales et politiques sont quelque peu dévalorisées. À titre d'illustration de cette tendance, cet extrait d'un courriel reçu sur la boîte à message de l'initiative *Liège en Transition*¹⁰, en réponse à une lettre d'information électronique se félicitant du succès du mouvement naissant: «J'ai l'impression qu'on me dit que je devrais lire et adhérer parce que de plus en plus de gens pensent comme ça, que le mouvement se développe et qu'on se rassure par rapport au fait que c'est par là qu'il faut aller... ça m'inspire plus de la croissance que de la décroissance, du militantisme que de l'émancipation et du plaisir». Pour se conformer à l'imaginaire décroissant en vogue, les mouvements sociaux vont-ils également devoir se résoudre à décroître, sous peine de se voir accusés de copier la logique capitaliste¹¹? Donner à penser (à certain-es) qu'il est possible d'affronter les périls écologiques, énergétiques, économiques et sociaux par les seules vertus de l'hédonisme, voilà également le genre d'inconvénient auquel peuvent confronter les imaginaires politiques lisses et ambigus.

QUELLE POSSIBLE CONTRIBUTION (INVOLONTAIRE) DES INITIATIVES DE TRANSITION AUX POLITIQUES DE DÉMANTÈLEMENT DES SERVICES PUBLICS ?

À celles et ceux qui blâment les initiatives de Transition de ne pas assez se préoccuper des inégalités sociales, les « transitionnaires » répondent d'une part que la critique est hors de propos (le mouvement s'occupe de résilience locale et de descente énergétique, point), et d'autre part qu'indirectement, les actions qu'elles mettent en œuvre permettront d'atténuer les conséquences sociales désastreuses des chocs (énergétiques, climatiques, économiques) à venir. Enfin, il ne faudrait pas se désoler, à gauche, de la dimension peu politique des initiatives de Transition, car leurs actions de constructions d'alternatives seraient à envisager en complémentarité avec celles des « véritables mouvements sociaux », ceux qui s'inscrivent dans l'opposition frontale à la mondialisation économique néolibérale. À l'appui de cette vision des choses, Rob Hopkins se réfère aux théories d'écopsychologie développées par Joanna Macy, selon lesquelles pour une société, un véritable changement de cap se produit simultanément dans trois dimensions ou domaines interdépendants¹².

Ces trois dimensions / domaines sont :

1. la création d'alternatives ;
2. la modification de la conscience et de l'imaginaire, et enfin ;

⁹ Joseph HEATH & Andrew POTTER, *op. cit.*, p. 388.

¹⁰ www.liegeentransition.be

¹¹ Ce n'est pas l'imaginaire décroissant qui pose ici problème, mais les lectures superficielles et erronées qui en sont faites – hélas bien trop souvent. Pour éviter les malentendus, les Objecteurs de croissance se sont d'ailleurs constitués en mouvement politique, ce qui n'a pas contribué à augmenter le nombre de leurs affiliations. Plus d'infos sur www.objecteursdecroissance.be

¹² Joanna MACY & Molly YOUNG BROWN, *Écopsychologie pratique et rituels pour la Terre. Retrouver un lien vivant avec la nature*, Éd. Le Souffle d'Or, 2008.

3. l'activisme, le *lobbying*, la militance contre le système que l'on refuse désormais.

Selon Hopkins, les actions sur les deux premières dimensions – celles privilégiées par les initiatives de Transition – ne sont jamais aussi efficaces et profondes que lorsqu'elles sont menées séparément des actions de *lobbying* et de militance¹³. Le fondateur du mouvement des initiatives de Transition ne voit aucune objection à être « transitionnaire » et militant – il voit ces deux modes d'action comme utiles et importants – mais il préconise que l'on ne porte jamais les deux casquettes en même temps.

Fort bien. Mais si, tout compte fait, un tel découplage (la résilience aux initiatives de Transition, le social aux mouvements sociaux), pour peu qu'il soit possible, aboutissait *in fine* à renforcer les inégalités? Nous avons en effet de bonnes raisons de penser que dans certains contextes, le succès des initiatives de Transition pourrait servir d'alibi à la mise en œuvre de politiques franchement anti-sociales.

Les initiatives de Transition sont nées en Angleterre, et ce n'est peut-être pas un hasard si elles partagent un vocabulaire très semblable à celui utilisé par le premier ministre britannique David Cameron pour présenter son grand projet de *Big Society*. Certaines propositions de David Cameron ressemblent d'ailleurs à s'y méprendre à celles des initiatives de Transition: *focussing on localism* (re-localiser les activités), *returning power to local communities* (rendre le pouvoir aux communautés locales), *making central government smaller and shifting its role to the devolution of power wherever possible* (réduire la taille du gouvernement central et décentraliser son pouvoir chaque fois que c'est possible), *communities taking charge of creating their own housing, raising their own financing and building housing* (rendre aux collectivités la charge de créer leur propre habitat et de s'auto-financer). Or, de nombreux observateurs interprètent le projet de *Big Society* de David Cameron comme une opération déguisée de réduction massive des services publics. Il prévoit notamment « d'attribuer certains pouvoirs de l'État à des associations locales qui pourront ainsi gérer, souvent bénévolement, des bureaux de poste, des bibliothèques, des transports en commun ou des programmes de logements¹⁴ ».

Le mélange des genres est troublant. On peut dès lors à bon droit s'interroger sur le positionnement des « transitionnaires » anglais vis-à-vis de la politique d'un gouvernement qui, dès 2010, a annoncé un projet de réduction drastique du budget de l'État (113 milliards d'euros d'économies d'ici à 2015), via notamment la suppression d'un million d'emplois dans le secteur public¹⁵. Or, Rob Hopkins lui-même a consacré un long article de son blog à commenter le projet de *Big Society*. Selon lui, ce projet représente pour les initiatives de

¹³ <http://ukiahcommunityblog.wordpress.com/2011/06/01/rob-hopkins-transition-and-activism-a-response>, consulté le 15 décembre 2011.

¹⁴ « La "grande société" de David Cameron laisse perplexe », *Courrier International*, juillet 2010.

¹⁵ *Source*: http://lexpansion.lexpress.fr/economie/ce-que-la-rigueur-va-couter-a-la-croissance-britannique_240902.html

Transition une opportunité à saisir des deux mains¹⁶ ! Sa principale objection n'est pas d'ordre idéologique mais pratique. « Si vous remplacez le mot "relocalisation" par "privatisation", [le projet de *Big Society*] n'est pas tellement différent du programme politique du gouvernement Thatcher. La question qui se pose est celle de savoir ce que les gens seront réellement capables de réaliser sur leur temps libre. Travailler à temps plein, mais également gérer une école ? Travailler, gérer un ménage, s'occuper d'un parent souffrant, et faire tourner une *Community Land Trust* ? Bien sûr il y a des gens incroyables qui en sont capables, mais il y a des limites à ce principe à moins que les gens ne soient aidés à le faire¹⁷. » *No comment*, sous peine de basculer dans l'ironie.

Les initiatives de Transition semblent pétrées du principe de subsidiarité selon lequel « la responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, doit être allouée à la plus petite entité capable de résoudre le problème d'elle-même¹⁸ ». Ce principe peut s'avérer très émancipateur, mais il n'est pas absolument sans danger d'un point de vue social. La tentation est grande pour les gouvernements, dans le contexte actuel de compression des budgets des États, de confier un nombre croissant de missions de Service public à des associations privées qui rendront ces services à moindre coût... en effectuant le travail dans des conditions sociales dégradées par rapport à celles du Service public. Par ailleurs, *quid* des principes de neutralité et d'égalité de traitement des usagers lorsque les missions de service public sont assumées par des organisations privées ? Ces questions ne se posent pas qu'en Angleterre : la tendance est lourde et généralisée. La vigilance s'impose donc sur le front de la subsidiarité.

FAUT-IL JETER LES INITIATIVES DE TRANSITION AVEC L'EAU DU BAIN ?

Certainement pas ! Si on se place dans une perspective de gauche, on ne peut que se réjouir de l'émergence d'un mouvement citoyen qui parvient à renforcer les liens sociaux et les solidarités directes. Dans une société qui pousse à l'individualisme forcené, on est même tenté de dire que c'est une œuvre de salubrité publique. Mais le choix fait par les initiatives de Transition de déconnecter les questions de résilience de celles d'égalité est à notre avis dangereux. Si le prix à payer pour cette déconnexion est l'affaiblissement des solidarités institutionnelles (la sécurité sociale et les services publics) au profit des seules solidarités interpersonnelles, ce qu'on aura perdu en chemin n'est rien moins qu'une partie des droits sociaux de la population.

.....
16 « *I do think that the "Big Society" agenda creates a space in which Transition initiatives should really be stepping up to the plate, and seizing it with both hands.* » Extrait de l'article « Some Reflections on "The Big Society" ... » paru sur le blog de Rob Hopkins le 6 juillet 2010. Source : <http://transitionculture.org/2010/07/06/3734/> Consulté en décembre 2011.

17 « *If you replace the word "localism" with "privatisation", it is not that different in some ways from the Thatcher government's agenda. There is a challenge within it around what people are actually capable of doing in their spare time. Working full time, and also running a school? Working, managing a family, looking after an ailing relative, and running a Community Land Trust? Of course there are incredible people out there who do that, but it will have its limits unless people are supported in other ways too.* » *Ibidem*.

18 Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/Principe_de_subsidarité

Le présent texte peut sembler particulièrement alarmiste, mais en définitive les risques que nous avons évoqués existent principalement en germe. Au delà des chiffres qui peuvent impressionner (800 villes de tous les continents « officiellement¹⁹ » en Transition, des milliers d'autres prêts à les rejoindre, ça ressemble à un raz-de-marée), les initiatives de Transition sont actuellement bien trop chétives pour représenter une réelle menace pour qui ou quoi que ce soit. Et vu leur très faible niveau d'institutionnalisation, ce n'est pas prêt de changer²⁰. À ce stade de leur développement, nous pensons que les initiatives de Transition n'apportent que des choses positives : du lien social, de la convivialité, de la sobriété énergétique, de l'autonomie, de la solidarité, de l'acquisition de nouvelles compétences, de la réappropriation d'anciens savoir-faire, des questionnements salutaires (sur le rôle de la monnaie notamment), une relative déconnexion du mode de vie consumériste, un renforcement des circuits courts, de l'agriculture paysanne et des commerces de proximité, etc.

Dès lors quelle stratégie adopter pour la suite, afin d'éviter de potentialiser les risques que nous avons évoqués dans ce texte ?

Pour des « transitionnaires » de gauche, la voie plus exigeante consisterait à tenter d'intégrer certaines balises sociales dans le code génétique des initiatives de Transition. L'initiative *Liège en Transition* pourrait par exemple se doter d'une charte éthique où elle affirmerait son attachement indéfectible à la sécurité sociale et aux services publics. Mais une telle stratégie n'aboutirait-elle à enrayer ce bel outil à rassembler « les gens de bonne volonté », de gauche comme de droite ? On se demande d'ailleurs comment réagiraient les représentants du Transition network si on leur soumettait une demande d'affiliation au réseau assortie de la précision que l'initiative postulante s'est dotée d'une charte sociale offensive. Cela constituerait peut-être un excellent moyen d'en savoir plus sur le positionnement politique des gardiens britanniques de l'orthodoxie « transitionnaire »...

Une approche plus légère consisterait à s'assurer en cours de route que les initiatives de Transition ne servent pas d'alibi à la mise en œuvre de politiques anti-sociales et, le cas échéant, à tirer la sonnette d'alarme. Nous serions également bien avisés de ne pas trop nous laisser bercer par une vision du monde qui, tout en libérant l'imagination, risque de la borner à ses dimensions les plus consensuelles. Il s'agirait dès lors d'accepter de considérer les initiatives de Transition comme un laboratoire social et, tout en restant vigilants, de prendre leurs (très) bons côtés en acceptant qu'elles se construisent sur des ambiguïtés.

CHRISTIAN JONET, décembre 2011

.....
19 En réalité, ce ne sont pas les autorités communales d'une ville qui décident que celle-ci est « officiellement » en transition, mais le *Transition network*. Sur ce thème, nous renvoyons le lecteur à la note numéro 2.

20 Comme l'a montré l'analyse de Simon De Muynck, « Les limites de la Transition », *Barricade*, 2011. Disponible sur www.barricade.be

Barricade se définit comme un espace public, un lieu dédié à la confrontation des idées, et comme une plate-forme permettant la rencontre des différents mondes militants, du secteur de l'éducation permanente au milieu syndical en passant par le monde académique ou le secteur de l'économie sociale. Lieu d'émancipation collective et de création d'alternatives, l'asbl Barricade s'est développée depuis 1996 dans le quartier Pierreuse à Liège via diverses expérimentations culturelles, sociales et économiques. Sa librairie « Entre-Temps », à la fois militante et généraliste, est emblématique du projet. A l'intersection du secteur de l'économie sociale et de l'éducation permanente, elle revendique un fonctionnement auto-gestionnaire et une finalité culturelle et sociale plutôt que le profit.

Toutes les analyses sur :

www.barricade.be

POUR ALLER PLUS LOIN

Ce texte constitue la suite et le complément d'une série de textes publiés par Barricade en 2010 et 2011 sur le thème de la Transition. Ils sont disponibles gratuitement en version papier à la librairie Entre-Temps et en pdf sur le site web de Barricade (www.barricade.be à la rubrique *Publications*):

« Introduction à la Transition écologique et économique » de Christian JONET, publié par Barricade en décembre 2010.

« La Transition. Histoire d'une idée » de Pablo SERVIGNE, publié par Barricade en août 2011.

« Initiatives de Transition. Une manière originale de penser la politique » de Pablo SERVIGNE, publié par Barricade en décembre 2011.

« Initiatives de Transition : les limites du mouvement » de Simon DE MUYNCK, publié par Barricade en décembre 2011.

Si vous faites partie d'une ville, d'un village ou d'un quartier en Transition, il vous est possible de participer au processus d'auto-organisation de ces initiatives. À Liège par exemple, où une initiative a été lancée en novembre 2011, le débat sur une éventuelle affiliation au *Transition network* n'a pas encore eu lieu. Il est donc encore temps – à l'heure où nous publions ce texte, avant de remplir le formulaire d'affiliation *ad hoc*, de s'offrir un temps de dialogue que l'on espère riche et constructif avec les représentants du réseau officiel.

En 2012, tout en continuant à nous investir dans le Mouvement des initiatives de Transition, nous vous inviterons à explorer avec nous d'autres visions et conceptions de la Transition. À suivre donc.



Avec le soutien
de la Fédération Wallonie-Bruxelles

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

